

Professeur assassiné, à qui la faute?

L'invité
Guillaume von der Weid
Philosophe et conférencier



Un professeur a été assassiné le 13 octobre dernier à Arras. Après la sidération devant l'horreur, la réflexion devant l'absurde. À qui la faute? La droite accuse l'école d'avoir indirectement contribué à la radicalisation de cet ancien élève en échouant à l'éduquer... négligeant presque l'obscurantisme religieux envenimé par le ressentiment. Mais le problème est peut-être moins de savoir ce qui nous a fait subir ce ressentiment que ce qui nous a empêchés d'agir, à savoir des valeurs qu'on s'interdit de défendre par des armes qui les contredisent.

Quand le vice-président des Républicains, François-Xavier Bellamy, affirme qu'une des causes de l'attentat est l'«inculture» du terroriste («Le Figaro» du 15 octobre 2023), il semble faire dériver sa folie meurtrière de sa médiocrité scolaire, accusant en filigrane le laxisme d'une école pédagogique qui a renoncé à la sévérité des savoirs académiques. Or aucun niveau intellectuel ni méthode éducative ne sauraient expliquer un tel acte, à moins de remonter non seulement avant Mai 68 et son rejet des autorités, avant la Révolution française et son rejet des privilèges, mais jusqu'à Platon, qui, il y a deux mille ans, identifiait le vrai au bon, ignorant les luttes politiques qui ont progressivement donné voix au chapitre à tous ces pauvres, ces «périèques», ces roturiers, ces sans-grade, qui font parfois appel aux versets plutôt qu'aux chapitres.

Ce n'est donc pas la faute de l'Éducation nationale, mais plutôt de l'Éducation morale, pas du professeur mais des parents. De fait, le père du terroriste menaçait lui-même de «poser des bombes» («Attentat d'Arras: l'inquiétante famille Mogouchkov», «Paris Match» du 15 octobre). Se pose alors la question de l'aveuglement des parents, et de l'idéologie qui l'alimente. Si toutes les religions prônent et la paix et la guerre, c'est qu'elles rassemblent autour d'une réalité supérieure, mais s'opposent à tous ceux qui la contestent, et d'autant plus qu'ils en sont proches. Catholiques et

protestants se sont déchirés pendant des siècles. Or il y a dans l'assassinat d'Arras quelque chose de cet obscurantisme d'une croyance qui s'élance vers le supérieur contre les autres, alimenté par le ressentiment culturel et la misère sociale.

Mais rien ne serait arrivé si la famille avait été expulsée de France. Ce n'est plus une question d'éducation scolaire ou familiale, ni d'édification religieuse, mais de souveraineté politique, à savoir la capacité collective à se défendre. Et ce n'est pas d'abord une question d'immigration. Tous ceux qui tuent pour des raisons absurdes, une voiture éraflée, une épouse qui s'éloigne ou un délire psychotique, doivent être mis hors d'état

«Ce n'est donc pas la faute de l'Éducation nationale, mais plutôt de l'éducation morale, pas du professeur mais des parents.»

de nuire. Ce n'est plus l'affaire du professeur, ni du père, ni du prophète, mais du préfet, du juge et du psychiatre. Encore faut-il qu'ils en aient les moyens. Et là, il semble que nos valeurs se fragilisent elles-mêmes en nous interdisant de les défendre par des armes qui les contredisent. Après les excès inverses de la hiérarchie d'Ancien Régime et de l'égalitarisme droit-de-l'homme, il faut accepter que l'universel exige, pour le défendre, une restriction de son périmètre d'exercice, sans lequel ses largesses humanistes le condamnent à l'écartèlement. Cet attentat appelle des décisions politiques qui coupent l'herbe sous le pied et des instrumentalisateurs de faits divers et des «entrepreneurs de violence» qui, incapables de dire «l'État, c'est moi», érucient un «la guerre, c'est moi», avec la rage des combats sans issue.

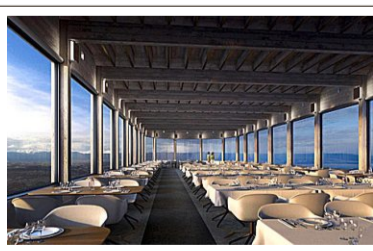
* Habitant d'une cité grecque, qui ne jouissait pas des droits de citoyenneté, sans pour autant être esclave ou dépendant personnel

www.tdg.ch

Climat
● **Débat** Suivre la discussion entre le conseiller d'État Antonio Hodggers et la présidente d'AgriGenève, Patricia Bidaux, députée, sur agriculture et climat. Ils s'étaient vivement opposés en séance du Grand Conseil.



Salève
● **Restaurant** S'interroger sur l'avenir du futur restaurant de la gare supérieure du téléphérique du Salève. Un nouvel appel d'offres a été lancé, mais ce lieu peine à trouver preneur.



Humour
● **Yann Marguet** Prendre la mesure du succès de l'humoriste vaudois qui cartonne en ce moment en France, sur scène à Paris, et à la radio comme à la télévision, sur France Inter et TMC.



Courrier des lecteurs

Caran d'Ache: l'avenir est à Bernex

Lettre du jour

Genève, 30 octobre Le 12 novembre prochain, les Bernésiens et les Bernésiennes sont appelés aux urnes pour voter sur l'avenir d'une zone industrielle et artisanale - pourtant déjà déclassée depuis 2017. Le résultat qui en sortira sera doublement important. Pour Caran d'Ache tout d'abord, qui se bat pour maintenir dans le canton sa future fabrique d'instruments d'écriture et de dessin. Pour l'industrie manufacturière en général, dont les 1700 entreprises et ses 25'000 emplois contribuent à 60% de la valeur des exportations du canton.

Planifier la réalisation d'une manufacture est un engagement et un investissement à long terme. Cela fait dix ans que Caran d'Ache a entamé ses premiers échanges avec le Canton et la FTI afin d'identifier un emplacement approprié pour y réaliser un site de production exemplaire et emblématique, tant dans sa conception écoresponsable que dans son intégration à l'écosystème local. Dix ans de travail, de conviction et de passion pour développer un projet fédérateur.



LAURENT GUIRAUD

Au-delà de compter parmi les marques préférées des Suisses, Caran d'Ache, c'est avant tout des métiers et des visages, une tradition et un immense savoir-faire. Porteuse de valeurs profondément humaines et responsables, l'entreprise familiale se rêve désormais d'entrouvrir ses portes à Bernex à tous les amoureux d'art

et passionnés de créativité. Contrairement à des halles anonymes ou à des dépôts industriels, Caran d'Ache apporte un «supplément d'âme» qui caractérise toute son histoire intimement liée à ses racines exclusivement genevoises et qui en font notre fierté à tous. Qu'il s'agisse d'emplois qualifiés à valeur ajoutée, de fiscalité ou d'esprit entrepreneurial, Genève doit pouvoir continuer à cultiver son destin industriel pour les générations futures. En votant oui le 12 novembre, Bernex donnerait un signal fort en faveur d'un avenir en couleur. **Carole Hubscher, présidente de l'entreprise familiale Caran d'Ache**

tée, de fiscalité ou d'esprit entrepreneurial, Genève doit pouvoir continuer à cultiver son destin industriel pour les générations futures. En votant oui le 12 novembre, Bernex donnerait un signal fort en faveur d'un avenir en couleur. **Carole Hubscher, présidente de l'entreprise familiale Caran d'Ache**

Click

Genève, 29 octobre Si au début du XXI^e siècle, le savoir-faire de l'activisme en ligne était du domaine des webmasters, il faut remarquer qu'aujourd'hui, avec la démocratisation des technologies, la communication politique est caractérisée par l'utilisation de réseaux sociaux. Ils ne nécessitent pas de connaissances techniques particulières. Ces outils favorisent de nouveaux types de mobilisation et un activisme hors des partis constitués. Ce comportement politique ne résulte plus d'habitudes, il est à l'image du «citoyen-consommateur» émané des structures hiérarchisées. Il est disposé à des formes d'engagements spontanés et flexibles. Ces nouvelles formes semblent correspondre à un consommateur nomade aux priorités variées et par définition infidèle. Cet activisme peut

suggérer un militantisme que l'on effectuerait depuis son divan en rejoignant d'un simple clic diverses causes. Mais il peut aussi être lié à des formes plus structurées et durables de manière collaborative.

Charly Schwarz

Au pire

Genève, 30 octobre Nous sommes tous, ou nous devrions tous, être horrifiés par les actes atroces perpétrés par le Hamas le 7 octobre contre des civils israéliens. Nous sommes tous, ou nous devrions tous, être horrifiés par la situation atroce dans laquelle se trouvent les civils palestiniens de Gaza à la suite du blocus et des bombardements de l'État d'Israël à leur encontre. Sans remonter à la création de l'État d'Israël, avec des frontières tellement improbables qu'un conflit était malheureusement inévitable, nous devons

nous en prendre au monde occidental, et singulièrement à nos gouvernements, qui depuis tant d'années ont renoncé à créer les conditions d'une paix durable, quitte à faire pression sur les parties concernées pour les amener à trouver un accord permettant une cohabitation pacifiée des deux communautés chacune sur son territoire. Avoir laissé pourrir la situation depuis des décennies n'a fait que ren-

forcer la position des extrémistes et en particulier du Hamas, qui probablement pour beaucoup de Palestiniens apparaît désormais comme le seul mouvement se préoccupant de leur sort. D'ailleurs, il a fallu ces actes inqualifiables et injustifiables du 7 octobre pour qu'enfin la communauté internationale réaffirme que seule une solution politique à deux États est viable. On ne peut que regretter amèrement que cette réaction, la seule juste et raisonnable, soit le résultat d'actes terroristes. Il est en effet à craindre que la jeunesse palestinienne, enfermée dans la prison de Gaza, dans les camps ou en Cisjordanie, se rapproche encore plus du Hamas, puisqu'il a fallu l'horreur du 7 octobre pour que la communauté internationale se réveille et se souvienne des Palestiniens... Notre inaction a donc conduit au pire. **Michèle Wassmer**

Écrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre à courrier@tdg.ch, ou à Tribune de Genève, courrier des lecteurs, case postale 5155, 1211 Genève 11. Votre texte doit être concis (1400 signes maximum), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

Vous avez fait là une belle cacade!

L'invité
Michaël Malquarti

Vice-président des Vert'libéraux genevois



Certains se souviennent peut-être de la réplique cinglante du duc de Savoie au seigneur d'Albigny qui échoua à prendre Genève lors de la fameuse nuit de l'Escalade. Elle fait bien rire les écoliers qui se délectent de ces propos scatologiques dans le cadre scolaire. Eh bien dimanche 22 octobre, en voyant les têtes éberluées des représentants du Centre et du PLR à l'annonce des résultats du premier tour de l'élection au Conseil des États, je n'ai pu m'empêcher de penser qu'ils avaient «fait là une belle cacade!» Cette grande alliance de droite qui dans leurs esprits devait permettre à au moins un représentant de l'ex-Entente de re-

conquérir la chambre haute, aura en fait créé une situation inédite depuis presque un siècle: aucun représentant de ces deux partis ne sera présent au second tour de l'élection. Quel spectacle que d'entendre les contorsions verbales des présidents du PLR et du Centre pour commenter les résultats, de voir Jeremy Seydoux arracher les mots de la bouche des deux candidats qui devaient se retirer, «au profit de qui? dites-le, au profit de qui?»! Eh bien oui, le PLR et le Centre se retirent au profit du MCG et de l'UDC. Dont acte, ces deux partis ont gagné leur pari, tant mieux pour eux. Le peuple tranchera donc entre leur vision de la Suisse et celle de la gauche. On peine toutefois à voir en quoi ce choix répond à l'objectif affiché des partis du centre droit et encore moins de ceux qui les ont soutenus financièrement. Dès le début de l'été, les Vert'libéraux genevois ont dénoncé

cette grande alliance faite de bric et de broc, sans vision commune, essentiellement motivée par l'ambition personnelle des candidats et une certaine désertation de la gauche. Quelques minutes de bafouillage et les mines déconfites des membres du PLR et du Centre - sans par-

«De toute évidence, nous avons raison.»

ler des attaques fratricides immédiates entre le MCG et l'UDC, pourtant gagnants de l'élection - ont suffi pour révéler la réalité de cette coalition bancal. Alors oui, c'est vrai, malgré notre progression en termes de voix, nous avons perdu notre siège, mais nous avons gagné sur le fond. Nous n'avons eu de cesse de dire que la dichotomie gauche-droite était trop simpliste pour décrire le paysage

politique genevois et qu'il existe en fait trois blocs. De toute évidence, nous avions raison. Ces élections fédérales auront ainsi au moins eu le mérite de clarifier la situation. Dès l'annonce des résultats, le Centre tout en soutenant à demi-mot les vainqueurs de l'alliance a déclaré vouloir tendre la main aux Vert'libéraux. Bien que la stratégie du Centre nous ait coûté notre siège, et ait accessoirement faussé la députation de notre canton, nous ne serons pas rancuniers; nous sommes toujours prêts, là où ce sera pertinent, à créer un bloc centriste, afin d'offrir à l'électorat genevois une alternative qui aujourd'hui fait défaut. Pour le second tour de l'élection au Conseil des États, c'est en revanche bien sûr trop tard. Ne reste à celles et ceux qui ne se reconnaissent véritablement dans aucun des candidats restants qu'à faire au mieux, en tentant de voter au plus proche leurs convictions.

